

Les subsides

convaincre les gens. Nous utilisons ce groupe de travail particulier et les réalisations du ministre du Travail pour essayer d'obtenir un consensus sur une nouvelle forme de congé d'études payés qui permettrait une formation en cours d'emploi pour acquérir les nouvelles compétences nécessaires. C'est un autre domaine dans lequel nous progressons.

M. Kilgour: Monsieur le Président, je voudrais poser trois questions au ministre. D'abord, pense-t-il que le programme des 6 et 5 p. 100 a touché davantage les hommes ou les femmes? Deuxièmement, est-ce que le programme de promotion sociale des femmes de son ministère se trouve au stade des réalisations ou au stade de l'évaluation? Troisièmement, pourrait-il nous dire comment se répartissent les 1.5 à 2 millions de chômeurs canadiens en ce qui concerne le sexe; y a-t-il plus d'hommes ou plus de femmes?

M. Axworthy: Monsieur le Président, dans les quelques minutes qui restent, je ferai remarquer au député que le programme des 6 et 5 p. 100 a eu un effet extrêmement important et extrêmement positif sur l'emploi des femmes. Les centaines de millions de dollars que nous avons pu économiser grâce à ce programme ont été réaffectés à des programmes d'emploi directs qui ont permis de réembaucher des gens, y compris un grand nombre de femmes.

En ce qui concerne la promotion sociale, nous avons décidé qu'il était important d'avoir des programmes de promotion sociale à la Fonction publique du Canada afin de montrer à la société dans son ensemble ce qu'il est possible de faire avant de lui demander de faire la même chose.

Nous passons maintenant au stade des réalisations. Nous avons terminé les deux premières phases de ce programme de promotion sociale. Nous avons procédé à une évaluation complète du nombre de personnes visées, des chiffres comparatifs pour l'ensemble des employés, au ministère du secrétaire d'État (M. Joyal), au Conseil du Trésor, dans mon ministère et à la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Le programme est maintenant au stade de la mise en pratique. Le président du Conseil du Trésor (M. Gray) a un certain nombre de propositions à faire pour élargir substantiellement le programme, mais c'est son domaine de responsabilité et je ne voudrais pas intervenir. J'estime que, dans ce domaine particulier, nous avons pris une nouvelle initiative qui montre que nous pouvons abattre les barrières.

En ce qui concerne la répartition des chômeurs, il ne s'agit pas d'une simple division entre les hommes et les femmes. Le groupe le plus touché par la récession, le groupe dont nous nous préoccupons le plus, est celui des jeunes femmes. Ce sont elles qui sont le plus touchées par le manque d'emplois, actuellement. C'est pourquoi les députés de notre caucus et moi-même travaillons à la préparation d'une nouvelle stratégie d'emploi des jeunes. J'espère que nous pourrons la présenter à la Chambre très prochainement.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'étais en Colombie-Britannique cette fin de semaine où se sont déroulées avec succès des réunions émouvantes de groupes féminins à l'occasion de la Journée internationale des

femmes. A ce propos, je voudrais adresser mes félicitations—et je suis convaincue que tous les députés ici présents vont se joindre à moi—à tous les groupes d'action féminins qui œuvrent pour mettre en place un réseau qui permette d'amener des changements dans le pays. Je ne doute pas un instant que la plupart d'entre nous avons tiré parti des renseignements qu'il nous ont fournis et des démarches qu'ils ont effectuées auprès de nous.

A Vancouver, le thème de la journée n'aurait pu tomber mieux: «La crise ne nous arrêtera pas». En effet, en cette période de crise qui touche plus particulièrement les femmes, on ne pouvait imaginer un thème plus approprié.

Nous sommes fiers des réalisations des femmes canadiennes. Pour leur part, elles n'ont pas autant de raisons de s'enthousiasmer des réalisations du gouvernement et de la Chambre. Il y a un siècle, les femmes ont dû lutter contre des conditions de travail cruelles, des salaires de misère et des journées de travail interminables. Un quart de siècle plus tard, elles réclamaient du pain et des roses, le pain symbolisant la sécurité économique et les roses une meilleure qualité de vie. Je crois que sur ce plan, nous avons encore beaucoup de chemin à faire pour assurer l'égalité absolue entre les hommes et les femmes.

L'an dernier, elles ont remporté quelques victoires symboliques. C'est en effet l'an dernier que le premier juge féminin de la Cour suprême du Canada a été nommé—un sur sept. La Chambre des communes compte 16 femmes sur 282 députés. Nous sommes encore loin du compte. Nous pouvons être fiers également du rôle que les femmes ont joué pour que la Charte des droits et libertés garantisse l'égalité des deux sexes et des instances habiles des organisations féminines qui ont permis à deux reprises à leurs porte-parole de se réunir à Ottawa sans être financés d'aucune façon et de faire modifier la Charte des droits en leur faveur.

Les démarches que le comité national d'action sur le statut de la femme effectuée à longueur d'année sont particulièrement efficaces et sont en voie de devenir une tradition. Très bientôt, dans toutes les régions, les femmes auront des porte-parole. Près de 200 organisations vont s'employer à promouvoir le principe de l'égalité des sexes. Malheureusement, quand on regarde la réalité, surtout quand les Canadiennes regardent la réalité, nous n'avons pas de raisons d'être fiers de la condition féminine au Canada en 1983.

Les chiffres révèlent que deux femmes âgées sur trois vivent dans la pauvreté et que près de 50 p. 100 de toutes les femmes seules sont pauvres. Ce pourcentage englobe les jeunes femmes, celles d'âge mûr et les pensionnées. Il augmente aussi chaque mois à mesure que d'autres femmes séparées, veuves ou divorcées sont laissées à leurs propres ressources. Les statistiques révèlent que le chef de la plupart des familles pauvres est une femme. Ces femmes délaissées qui doivent élever leurs enfants sont chaque mois de plus en plus nombreuses. On y trouve aussi un nombre très élevé d'adolescentes enceintes ou de filles-mères qui gardent leurs enfants et devront compter presque toute leur vie sur le bien-être social.